



Conseil de l'Union européenne
Secrétariat général

Direction générale Développement organisationnel et services
Direction Ressources humaines
La directrice

Son Excellence Madame l'Ambassadrice/Monsieur l'Ambassadeur
Représentants permanents des États membres auprès de
l'Union européenne

(par courrier électronique)

Bruxelles, le 22 février 2024

**Objet: Détachement auprès du secrétariat général du Conseil d'un(e) expert(e) national(e)
dans le domaine du contre-espionnage/de la lutte contre le terrorisme**

Réf.: SNE/3/2024 (GSC.ORG.5.A.S1) - 1 poste (387407)

Madame, Monsieur,

La direction Prévention et sécurité recherche un(e) expert(e) du contre-espionnage/de la lutte contre le terrorisme pour renforcer son équipe Contre-espionnage, contre-terrorisme et OSINT.

La description du poste, qui précise les qualifications et l'expérience requises, figure en annexe.

La durée du détachement est de deux ans et peut faire l'objet d'une prorogation pour une durée totale n'excédant pas quatre ans. Veuillez noter qu'en application de l'article 5 de la décision (UE) 2015/1027 du Conseil, ce détachement pourrait, dans des cas exceptionnels, être prorogé pour une durée supplémentaire de deux ans.

L'expert(e) devrait prendre ses fonctions au secrétariat général du Conseil au plus tard le **1^{er} septembre 2024**.

Les conditions du détachement, y compris les indemnités versées par le Conseil, sont fixées dans la décision du Conseil du 23 juin 2015 relative au régime applicable aux experts détachés auprès du secrétariat général du Conseil (décision (UE) 2015/1027 du Conseil, JO L 163 du 30.6.2015, abrogeant la décision 2007/829/CE). Conformément à l'article 2 de cette décision, les expert(e)s nationaux/nationales détaché(e)s doivent avoir la nationalité d'un État membre de l'UE.

Les États membres sont invités à proposer des candidat(e)s qualifié(e)s pour ce poste.

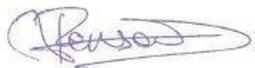
Le ou les noms du ou des points de contact nationaux responsables pour chaque candidature devront être indiqués dans les actes de candidature. Les actes de candidature devront être accompagnés d'un curriculum vitæ précisant toutes les fonctions exercées jusqu'à présent et les diplômes ou autres titres obtenus, ainsi que d'une lettre de motivation.

Les réponses à la présente lettre doivent être transmises par courrier électronique, au plus tard le **30 avril 2024 à 17 heures HEC**, à l'adresse suivante: sne.recruitment@consilium.europa.eu.

Le service compétent et la direction des ressources humaines examineront conjointement les demandes reçues, décideront quel(le)s candidat(e)s seront retenu(e)s dans une première sélection et conduiront les entretiens. L'autorité investie du pouvoir de nomination prendra une décision de nomination sur la base du résultat de la procédure de sélection. Le secrétariat général du Conseil peut également décider d'utiliser la liste d'aptitude pour pourvoir, à l'avenir, d'éventuels postes vacants correspondant au même profil.

Si nécessaire, de plus amples informations peuvent être obtenues auprès du secrétariat général du Conseil en s'adressant à M. Philip Meulenberghs, chef du secteur Enquêtes et évaluation de la menace (tél.: +32 (0)2 281 8034, courriel: philip.meulenberghs@consilium.europa.eu).

Cordialement,



Nathalie Pensaert

Annexes

Annexe 1 - Description du poste

Expert(e) national(e) détaché(e) (END)
auprès du secrétariat général du Conseil de l'Union européenne

Enquêtes et évaluation de la menace (ORG.5.A.S1) – expert(e) du contre-espionnage/de la lutte contre le terrorisme

Réf.: SNE/3/2024 (GSC.ORG.5.A.S1) - 1 poste (387407)

Description du poste

A. Principales tâches et responsabilités

Sous l'autorité du directeur de la direction Prévention et sécurité et de la cheffe de l'unité Stratégie de sécurité et continuité des activités, l'expert(e) travaillera au sein de l'équipe Enquêtes de sécurité et contre-espionnage du secteur Enquêtes et évaluation de la menace de cette unité.

Le secteur exécute l'ensemble des tâches liées à l'évaluation des menaces et des risques en matière de sécurité, y compris les enquêtes de sécurité, les évaluations des menaces pour la sécurité, le renseignement de source ouverte, le contre-espionnage, la lutte contre le terrorisme et les activités de sensibilisation, et fournit à l'encadrement supérieur des rapports et des avis dans ces domaines.

L'expert(e) adoptera une approche pragmatique, souple et axée sur les résultats dans la réalisation de ses tâches et travaillera sous la direction du/de la chef(fe) de secteur, du/de la chef(fe) d'unité ou du directeur/de la directrice, en fonction du dossier. Tout en disposant d'une grande autonomie, l'expert(e) collaborera étroitement avec d'autres expert(e)s en contre-espionnage, avec l'équipe chargée des enquêtes de sécurité, les spécialistes du renseignement de source ouverte (OSINT) et de la cybersécurité, les équipes opérationnelles, de protection interne et de protection rapprochée au sein de la direction Sécurité. La coopération avec les homologues d'autres institutions de l'UE occupant des fonctions comparables est également essentielle.

L'expert(e) sélectionné(e) exécutera les tâches suivantes:

- La responsabilité première de l'expert(e) sera de coordonner les activités liées au contre-espionnage/à la lutte contre le terrorisme, d'évaluer les menaces pour la sécurité et d'enquêter sur les incidents.
- L'expert(e) collaborera avec des collègues spécialisés dans d'autres domaines du contre-espionnage, par exemple les questions cyber, et apportera sa contribution à leurs dossiers.
- En coopération avec d'autres collègues de l'équipe, l'expert(e) rédigera des rapports et donnera des avis concernant l'évaluation des menaces pour la sécurité pesant de manière générale sur les institutions à Bruxelles et sur le président du Conseil européen, et en particulier sur chacune des missions du président dans des pays à haut risque.

B. Qualifications et expérience

- Cycle complet d'études universitaires, sanctionné par un diplôme, ou expérience professionnelle équivalente.

- Cinq ans minimum d'expérience professionnelle, de préférence dix ans, au sein des services de sécurité/de renseignement d'un État membre de l'UE, avec une expertise récente dans le domaine du contre-espionnage ou de la lutte contre le terrorisme.
- La connaissance d'autres domaines, comme les questions cyber, constitue un atout.
- Expertise dans l'évaluation des menaces, l'analyse des activités des acteurs de la menace, l'évaluation de leurs capacités et de leur motivation et l'évaluation de l'efficacité des mesures d'atténuation des menaces pour la sécurité.
- Capacité à expliquer des concepts complexes de manière claire et compréhensible à des collègues non spécialistes, des enquêteurs et enquêtrices, au personnel opérationnel et au personnel d'encadrement.
- Capacité à fournir des évaluations opérationnelles ad hoc de l'impact exercé sur les opérations par des menaces potentielles liées au terrorisme/aux activités de renseignement au moyen de comptes rendus écrits ou oraux, en tirant parti de l'expérience acquise et des sources d'information.
- Capacité à présenter des séances de sensibilisation et d'information.
- Expérience en matière de collaboration avec les services de renseignement des États membres et les organisations internationales.
- Maîtrise des techniques d'entretien et d'enquête, capacité à communiquer les résultats des enquêtes au moyen de rapports clairs rédigés en anglais.
- Connaissance des activités des institutions européennes, ainsi que des structures de renseignement et des services de sécurité européens.
- Connaissance d'au moins deux langues officielles de l'UE: l'anglais ou le français au moins au niveau C1/C2 et l'autre langue au moins au niveau B2. Veuillez noter que les niveaux minimaux requis ci-dessus s'appliquent à chaque aptitude linguistique (parler, écrire, lire et écouter). Ces aptitudes correspondent à celles du [cadre européen commun de référence pour les langues](#).

C. Aptitudes requises

- Bonnes capacités rédactionnelles pour l'élaboration d'analyses, de rapports et d'exposés sur les questions de sécurité.
- Capacité à rendre compte d'informations à divers publics, y compris des cadres de haut niveau.
- Discrétion dans la gestion des informations confidentielles.
- Solides qualités de jugement dans des situations d'urgence, bonnes capacités à mener plusieurs tâches de front.
- Faculté d'adaptation, compétences organisationnelles, capacité à fixer des priorités et à prendre des initiatives.
- Approche collaborative, esprit d'équipe.

D. Habilitation de sécurité

Habilitation de sécurité nationale au niveau TRÈS SECRET UE/EU TOP SECRET. Cette habilitation de sécurité doit être obtenue par le candidat/la candidate auprès de ses autorités compétentes avant le détachement auprès du secrétariat général du Conseil. La validité de l'habilitation doit couvrir toute la durée du détachement. À défaut, le secrétariat général se réserve le droit de refuser le détachement.

E. Conditions générales

Conformément à la décision¹, le candidat/la candidate doit:

- être au service de son employeur, dans un cadre statutaire ou contractuel, depuis au moins douze mois avant son détachement;
- rester au service de son employeur durant toute la durée du détachement;
- avoir une expérience professionnelle d'au moins trois ans à temps plein dans des fonctions administratives, scientifiques, techniques, de conseil ou de supervision, en rapport avec les fonctions qu'il ou elle est appelé(e) à exercer;
- être ressortissant(e) d'un des États membres de l'Union européenne;
- avoir satisfait à toutes les obligations légales qui lui sont applicables en matière de service militaire.
- avoir une connaissance approfondie d'une langue officielle de l'Union et une connaissance satisfaisante d'une deuxième langue pour l'accomplissement de ses tâches.

Le SGC est attaché à la diversité et à l'inclusion. Nous recherchons activement la diversité et promouvons l'inclusion au sein de notre personnel. Le SGC est ouvert à toutes les différences liées à des caractéristiques géographiques et démographiques ou à des identités, et nous croyons fermement que la diversité enrichit nos perspectives, améliore notre performance et accroît notre bien-être. Aussi, nous encourageons vivement les candidatures de toutes les personnes qualifiées issues d'horizons divers, sur la base géographique la plus large possible parmi les États membres de l'UE.

Veuillez trouver ici le [lien](#) vers la déclaration de confidentialité concernant le traitement de vos données à caractère personnel.

De plus amples informations sur la nature du poste peuvent être obtenues auprès de M. Philip Meulenberghs, chef du secteur Enquêtes et évaluation de la menace (tél.: +32 (0)2 281 8034, courriel: philip.meulenberghs@consilium.europa.eu).

¹ Décision du Conseil du 23 juin 2015 relative au régime applicable aux experts détachés auprès du secrétariat général du Conseil.